



MAIRIE DE LOUPIAN



Place Charles de Gaulle
34140 LOUPIAN
Tél : 04.67.43.82.07
mairie@loupian.fr

Plan Local d'Urbanisme de Loupian


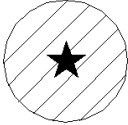




MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

VI-1 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Liste et fiches

	Jérôme Berquet - Urbaniste O.P.Q.U. Consultant en Planification & Urbanisme réglementaire Le Dôme - 1122, avenue du Pirée - 34000 Montpellier
	ELLIPSIG Conseil & prestation en géomatique 1, rue de Cherchell – 34070 Montpellier

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Code	Catégorie de servitude	Générateur de la servitude	Date de l'acte instituant la servitude	Service gestionnaire	Légende
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine					
Patrimoine naturel - Forêts					
	Servitudes relatives aux Obligations Légales de Débroussaillage (L134-15 du Code Forestier)			DDTM34	
Patrimoine naturel - Littoral maritime					
EL9	Servitude de passage sur le littoral longitudinale et transversale (L. 160-6 et L160-6-1 du code de l'urbanisme)			DDTM 34	
Patrimoine culturel - Monuments historiques					
AC1	Monuments historiques (loi du 31 décembre 1913)	Eglise Saint Hippolyte – arrêté du 17 décembre 1923 Eglise Sainte Cécile – arrêté du 22 décembre 1949 Vestiges d'une villa et mosaïques gallo-romaines – arrêté du 27 mai 1970 Maison 5 rue de la Brèche (façades et toitures) – arrêté du 15 juillet 1976		DRAC / UDAP	
Patrimoine culturel - Monuments naturels et sites					
AC2	Sites inscrits ;	Restes des anciens remparts – arrêté du 12 novembre 1942 Abords de l'ancien château – arrêté du 12 novembre 1942 Rives de l'étang de Thau – arrêté du 18 septembre 1973		DREAL	
Patrimoine culturel - patrimoine architectural et urbain					
AC4	Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine / Site patrimonial remarquable	Délibération n° 2849 du 20 février 2020		Commune de Loupian	
Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements					
Énergie - Électricité et gaz					
I4 électricité	Servitudes relatives au passage de canalisations électriques	Ligne aérienne 63000 volts Balaruc-Loupian Ligne aérienne 63000 volts Loupian-Pézénas Ligne aérienne 225000 volts Balaruc-Florensac		RTE Centre Développement et Ingénierie Marseille (CDIM) 46 avenue Elsa Triolet CS 20022 13417 MARSEILLE cedex 8	
I3	Servitudes relatives au passage de canalisations de transport de gaz (R. 555-30 du code de l'environnement)	Montpellier-Béziers DN 200		GRT-GAZ de France 33 rue Pétrequin – BP 6407 69413 LYON Cédex 6 Tél 04 78 65 59 59	
Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques					
Sécurité publique					
PM1	Plans de prévention des risques naturels prévisibles établis en application de l'article L. 562-1 du code de l'environnement, ou plans de prévention des risques miniers établis en application de l'article 94 du code minier	Plan de Prévention des Risques d'Inondation	Arrête du 25 janvier 2012	DDTM 34	

**SERVITUDES DE PROTECTION DES
MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS OU INSCRITS**
SERVITUDES AC1

Arrêté.

Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 13 Mars 1914,

Vu la délibération du Conseil Municipal de
Loupian en date du 13 Juin 1922;

Arrête :

Article premier.

L'Eglise Saint-Hippolyte, à Loupian (Hérault)

est classée parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation de l'immeuble
classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
de l'Hérault
et au Maire de la commune de Loupian,
propriétaire,

qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1923

Lucien Berard

Lucien BERARD

Département :
HERAULT

Commune :
LOUPIAN

Section : AI
Feuille : 000 AI 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 06/06/2014
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

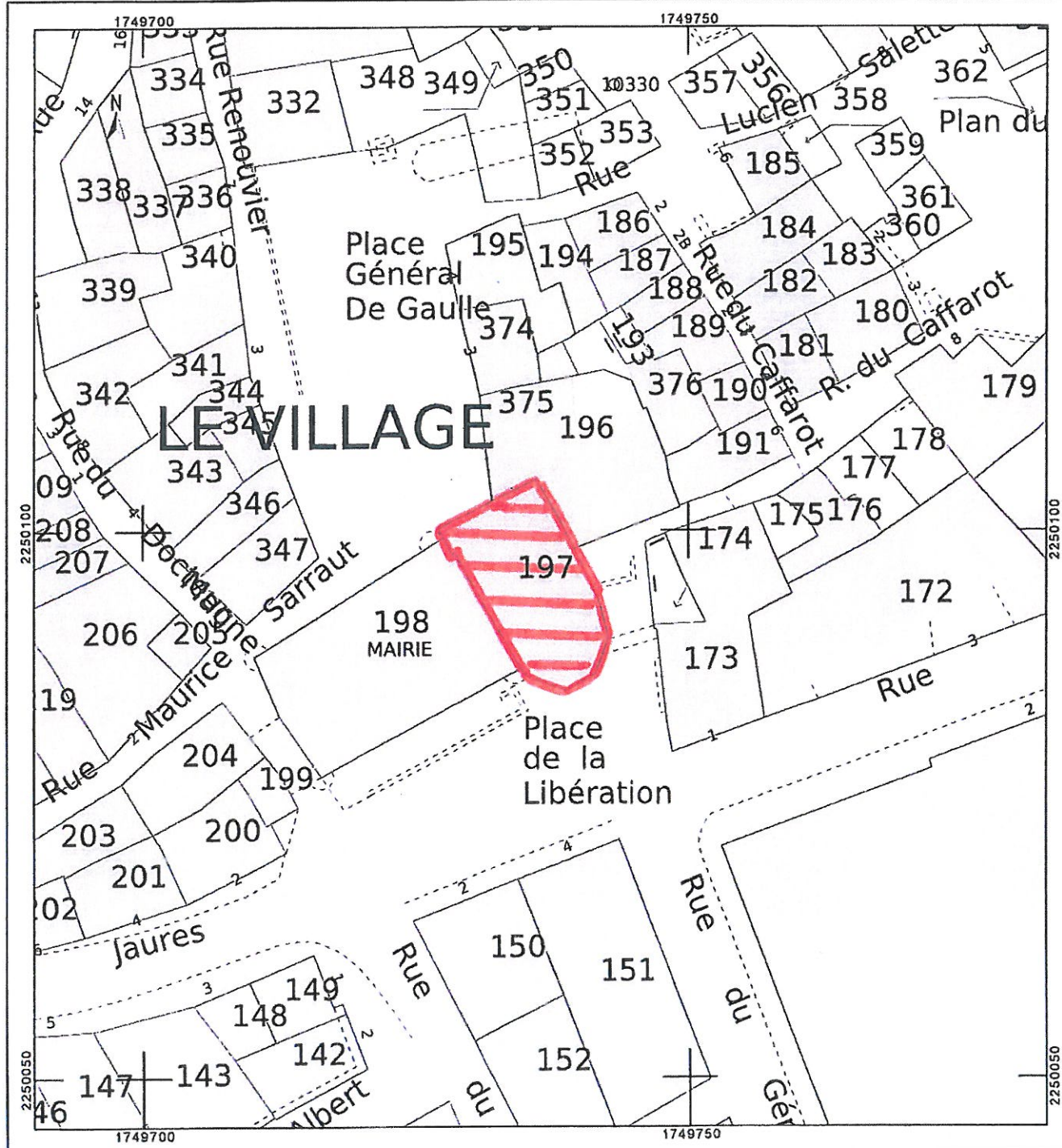
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Eglise St Hippolyte



MINISTÈRE
DE
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ARCHITECTURE
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Arrêté.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant
les conditions d'application de ladite loi;*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments
historiques en date du 29 juillet 1949*

*Vu la délibération du Conseil Municipal de LOUPIAN,
en date du 26 septembre 1947, portant adhésion au
classement*

Arrête :

Article premier.

l'église de LOUPIAN (Hérault)

est classée parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département d'.....
1^{er} Hérault
et au Maire de la commune d'..... LOUPIAN

..... qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son
exécution.

Paris, le 22 DECE 1949 194

Pr la Préfète et par déléguation
le Directeur du Cabinet

Loupiat

Département :
HERAULT

Commune :
LOUPIAN

Section : AR
Feuille : 000 AR 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 06/06/2014
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

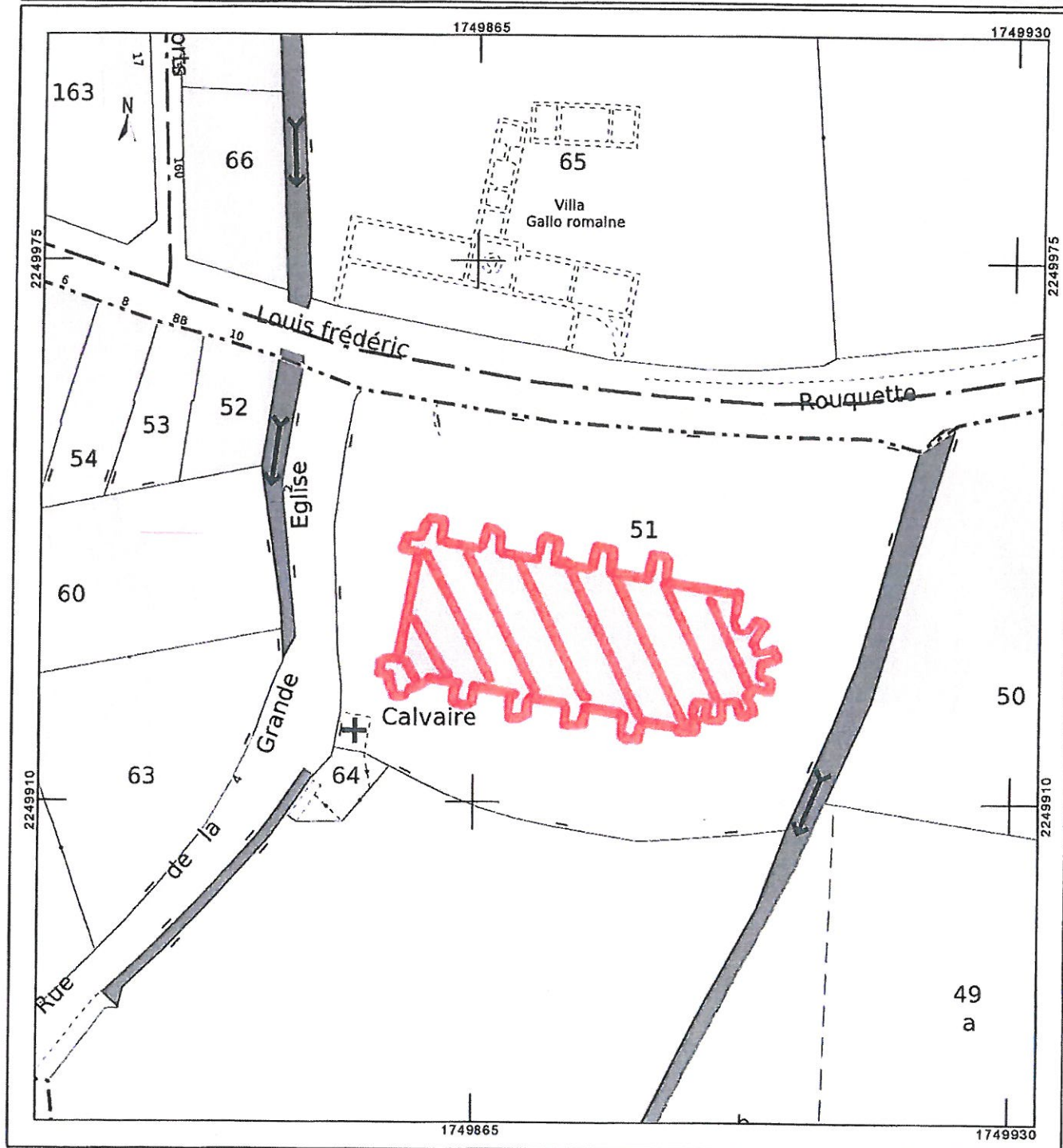
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Eglise Ste Lucie



SECRETARIAT D'ETAT

A LA CULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

Le Secrétaire d'Etat à la Culture,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 26 février 1943, 24 mai 1951, 30 décembre 1966 et le décret du 18 avril 1961,

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue,

A R R E T E

Article 1^{er} - Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques les façades et les toitures de la maison située 5, rue de la Brèche et rue des Menparts, à LUPIAN (Hérault), figurant au cadastre section F sous les numéros 482 d'une contenance de 23 centiares et 774 d'une contenance de 16 centiares, et appartenant à Lee VIEILL CROZE Martine, Victorine, née le 9 novembre 1912, à HAUTEF RT (Dordogne), anesthésiste, demeurant 44, quai Henri IV à PARIS IV^e, veuve de JEROME Benjamin.

L'intéressée en est propriétaire suivant acte passé devant Me MEILL, Notaire à MEZE (Hérault), le 20 août 1966, et publié au Bureau des Hypothèques de MONTPELLIER (Hérault), le 16 septembre 1966, volume 4227, n^o 11.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département, au Maire de la commune et au propriétaire intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PARIS, le 15 JUIL 1967

P/le Secrétaire d'Etat et par délégation

P/le Directeur de l'Architecture
et Directeur adjoint de l'Architecture

R. BOCHOURT

Commune :
LOUPIAN

Section : AI
Feuille : 000 AI 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 06/06/2014
(fuseau horaire de Paris)

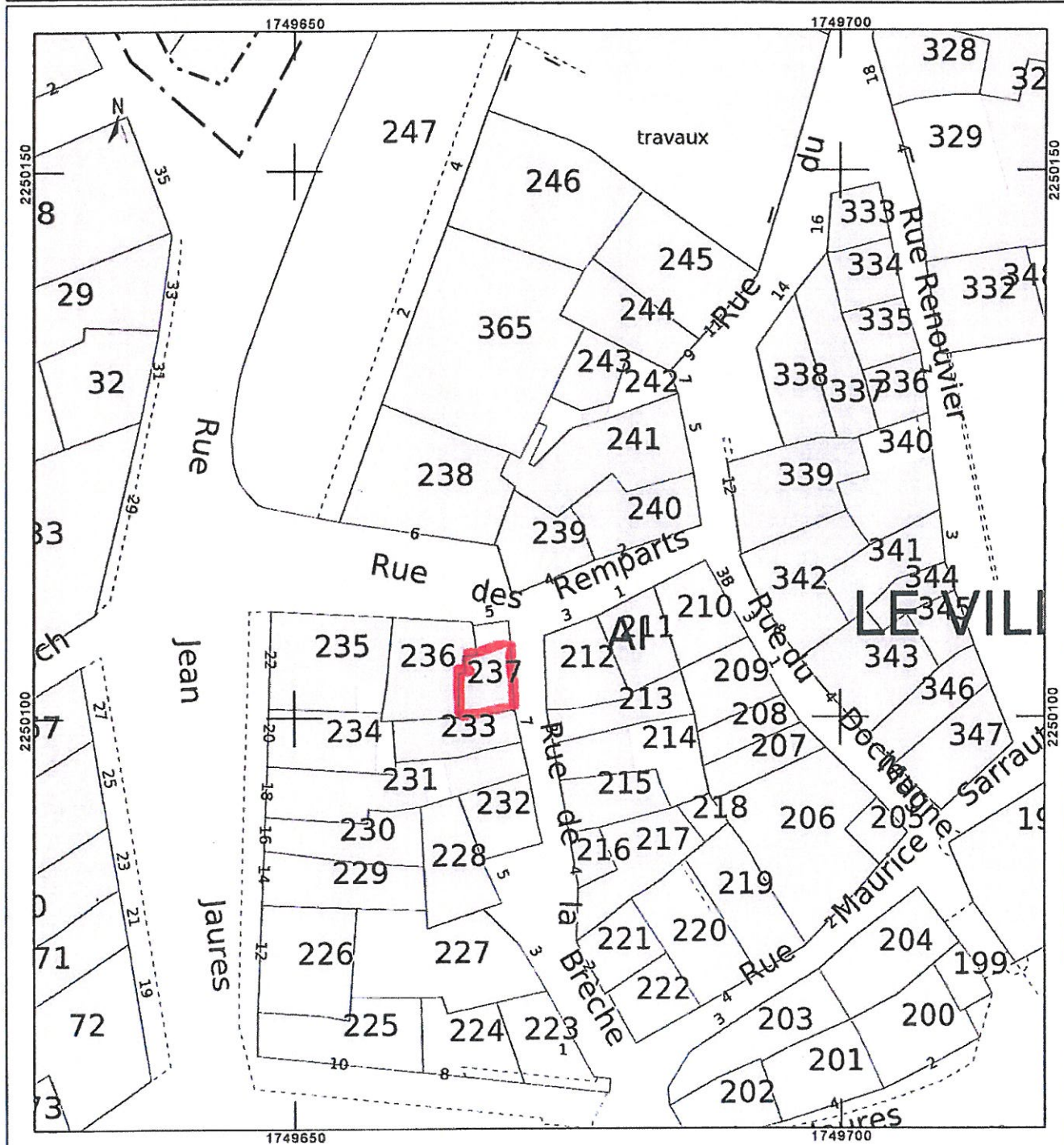
Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



ARRÊTÉ

Le Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, modifiée et complétée par les lois des 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966, et le décret du 18 mars 1924 déterminant les conditions d'application de la dite loi ;

VU l'avis du Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique en date du 17 novembre 1969 ;

VU l'avis de la Commission Supérieure des Monuments Historiques en date du 26 janvier 1970 ;

VU l'extrait du Registre des Délibérations en date du 9 juillet 1969 par lequel le Conseil Municipal de LOUPIAN donne son accord au classement des parcelles ci-après mentionnées ;

A R R Ê T É ;

Article 1er. - Sont classées parmi les Monuments Historiques les parcelles n°s 70, 71, 72, 73, 74 et 494, lieudit "Les Prés Bas", section E du plan cadastral de la commune de LOUPIAN (Hérault) contenant les vestiges d'une villa et de mosaïques gallo-romaines.

Article 2. - Le présent arrêté sera publié au Bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Article 3. - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune de LOUPIAN qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 mai 1970

Pour le Ministre et par délégation
le Directeur de l'Architecture

Signé : Michel DENIEUL



L. CHABERT

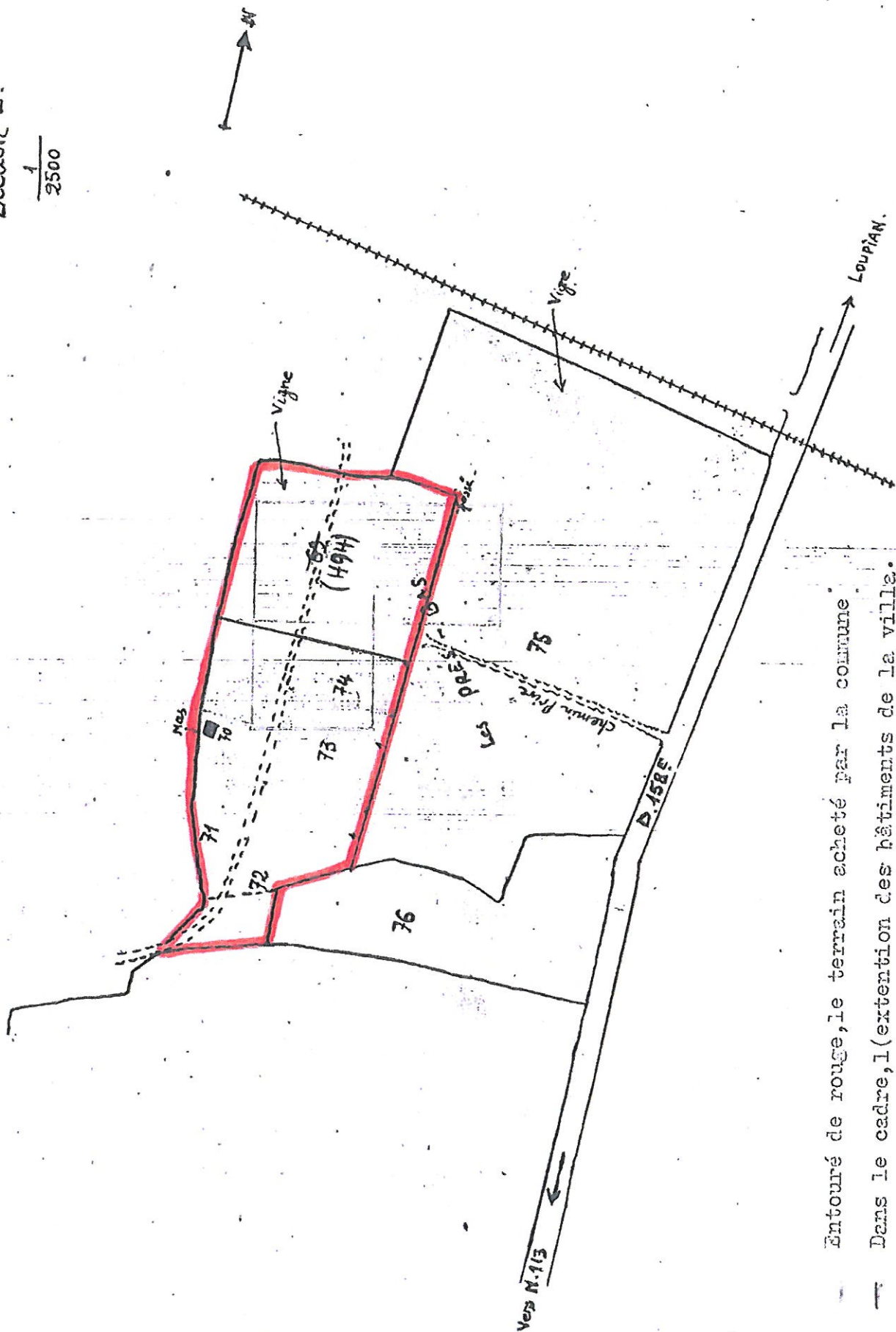
Pour ampliation :

L'Administrateur Civil hors classe
chargé des fonctions de Sous-Directeur
au Service des Fouilles et Antiquités

LOUPIAN.

Section E.

$\frac{1}{2500}$



Entouré de rouge, le terrain acheté par la commune.

— Dans le cadre, l'extension des bâtiments de la villa.

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Pis-Bas

Département :
HERAULT
Commune :
LOUPIAN

Section : BA
Feuille : 000 BA 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

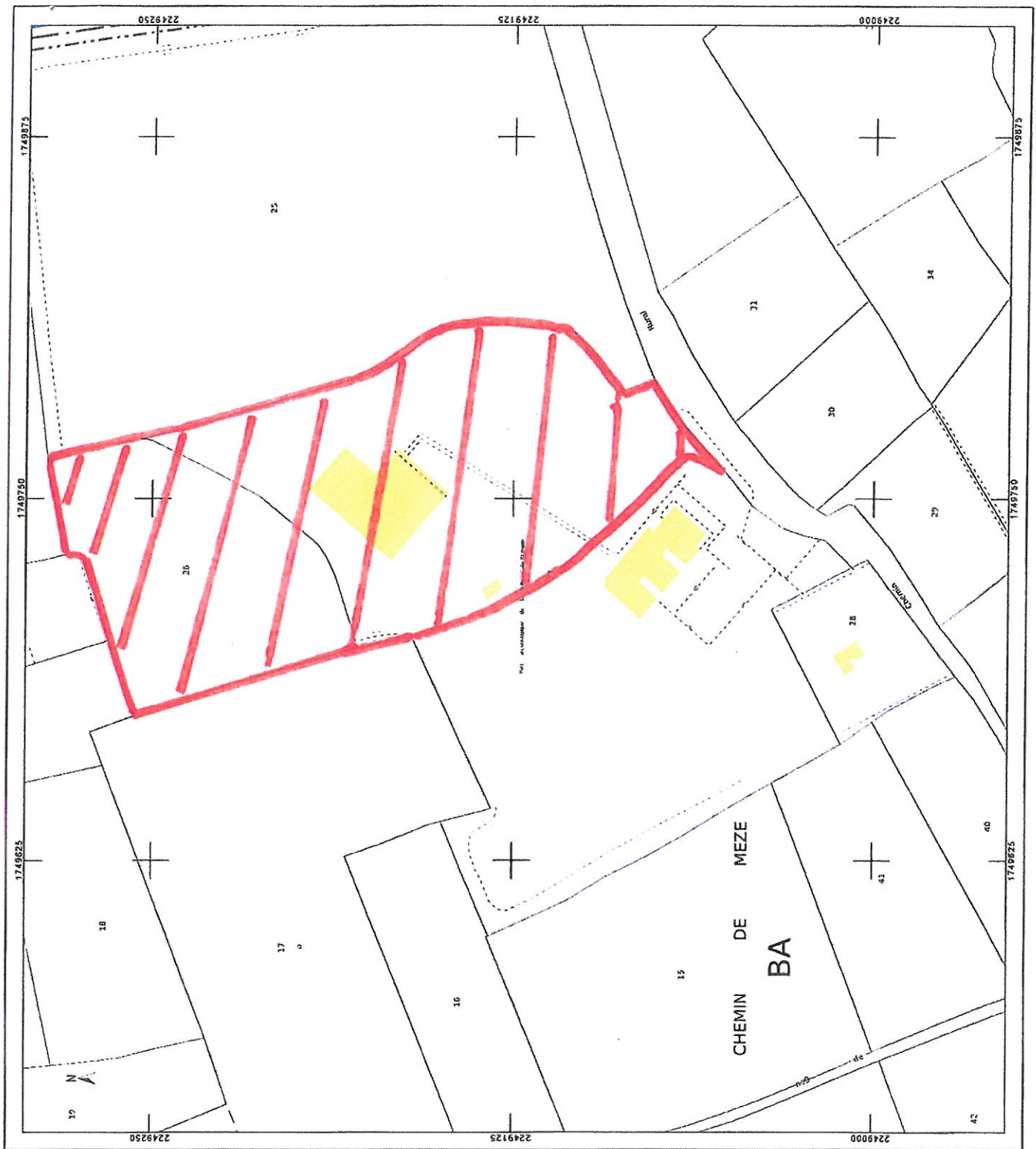
Date d'édition : 10/06/2014
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001 34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2012 Ministère de l'Économie et des finances



SERVITUDES DE PROTECTION DES SITES
SERVITUDES AC2

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE
ET
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

(DIRECTION DU PATRIMOINE)

LISTE
DES IMMEUBLES PROTÉGÉS
AU TITRE DES LÉGISLATIONS

SUR
LES MONUMENTS HISTORIQUES
ET SUR LES SITES
DANS LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

(ARRÊTÉE AU 15 MARS 1980)

Loupian —

- Restes des anciens remparts : porte et remparts jusqu'au fond de l'impasse avec les arcs de pierre qui enjambent ladite impasse ; maison accolée à la porte nord-ouest et immeubles bâtis qui bordent l'impasse. (S. Ins. : 12 novembre 1942).

Sont inscrits sur l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général les abords de l'ancien château de Loupian (Hérault) ensemble comprenant :

1°) Les façades méridionales, élévations et toitures de la cour de l'horloge, du château, y compris la terrasse de la poste (la chapelle romane est classée monument historique).

2°) Le sol de la place qui s'étend devant ces édifices, plantations d'arbres sur une longueur correspondant aux façades ci-dessus indiquées.

3°) Le sol du passage couvert et de la rue qui lui fait suite au nord, jusqu'à la ruelle qui y débouche sur la gauche; le sol de la rue qui longe la façade septentrionale du château, le sol de la placette qui s'étend devant la chapelle romane et de la rue qui débouche sur cette place face à la chapelle jusqu'au coude brusque qu'elle décrit vers l'est.

4°) La voute du passage couvert, les façades, élévations et toitures des immeubles bordant les rues ci-dessus indiquées, à savoir: du château, de la tour de l'Horloge de l'immeuble attenant à la tour (avec retour dans la rue adjacente), des immeubles bordant sur la gauche la rue qui fait suite au passage couvert (avec retour dans les rues adjacentes) des maisons et jardins qui bordent la placette et la ruelle en face de l'église romane, y compris les plantations visibles de l'extérieur.

Les immeubles bâtis sont sis sur les parcelles cadastrales N°s 120. 121. 122. 132 à 137. 157. 264. 265. 266. 269. 271. Section F.

(Arrêté du 12 Novembre 1942.)

Le Ministre de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

Le Ministre des Affaires Culturelles

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU le décret du 24 juillet 1959 portant organisation du Ministère des Affaires Culturelles ;
- VU le décret n° 71-94 du 2 février 1971 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement ;
- VU le décret n° 73-365 du 27 mars 1973 portant organisation des services du Ministre de la Protection de la nature et de l'environnement ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié relatif au camping et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU le décret n° 72-37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes et notamment les articles 3, 7, 9 et 10 ;
- VU le décret n° 70-288 du 31 mars 1970 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales et supérieures des sites ;
- VU l'arrêté du 10 septembre 1943 inscrivant sur l'inventaire des sites du département de l'Hérault l'ensemble formé sur la commune de BOUZIGUES par : le vieux port de l'étang de Thau, son plan d'eau, le quai et les jetées ainsi que les maisons formant façades sur le port ;
- VU l'avis donné le 13 mai 1972 par le conseil municipal de BOUZIGUES ;
- VU l'avis donné le 19 mai 1972 par le conseil municipal de LOUPIAN ;
- VU la délibération du 17 octobre 1972 de la commission des sites, perspectives et paysages du département de l'Hérault ;

A R R Ê T E N T

Article 1er - Est inscrit à l'inventaire des sites pittoresques du département de l'Hérault l'ensemble formé sur les communes de BOUZIGUES et LOUPIAN par les rives de l'étang de Thau entre la R.N.113 et le plan d'eau et délimité comme suit dans le sens ~~inverse~~ des aiguilles d'une montre :

- depuis la limite Nord du site protégé du port de Bouzigues
- l'avenue de la Gare
- le chemin d'intérêt commun n° 58 E
- la nationale n° 113 de Béziers à Montpellier jusqu'à la limite Ouest de la parcelle n° 115 (Section E de Loupian)
- les limites Ouest des parcelles n° 115 et 116 (Section E de Loupian)
- la ligne fictive prolongeant la limite Ouest de la parcelle n° 116 jusqu'à la rive de l'étang de Thau
- la rive Nord de l'étang de Thau jusqu'à la limite Nord du site protégé du port de Bouzigues
- la limite Nord du site protégé du port de Bouzigues jusqu'à l'avenue de la Gare (point de départ).

Article 2 - Le présent arrêté qui complète l'arrêté d'inscription susvisé sera notifié au Préfet du département de l'Hérault, aux Maires des communes de BOUZIGUES et LOUPIAN qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Fait à PARIS, le 18 SEPTEMBRE 1973

Le Ministre des Affaires
Culturelles

Le Ministre de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

Signé : Maurice DRUON

signé : Robert POUJADE

Pour ampliation

L'Administrateur Civil chargé
des Sites

Nancy BOUCHE

**SERVITUDE DE PROTECTION DU PATRIMOINE
ARCHITECTURAL ET URBAIN ET PAYSAGER**
SERVITUDES AC4



MAIRIE
DE
LOUPIAN
(HÉRAULT)
34140 LOUPIAN
TÉLÉPHONE 04 67 43 82 07
TÉLÉCOPIE 04 67 43 73 16
courriel : mairie@loupian.fr

Extrait du registre
des délibérations du
conseil municipal de
la Ville de Loupian

N°2849

Séance publique du jeudi 20 février 2020

L'an deux mille vingt et le jeudi vingt du mois de février, à dix-huit heures trente, s'est tenue une séance publique ordinaire du conseil municipal, dont il avait été opéré à la convocation de ses membres et à l'affichage public à la porte de l'Hôtel de Ville dès le quatorze du mois de février, David BLANCHARD étant élu secrétaire de séance.

Étaient présents : Alain VIDAL, Colette SUBIRATS, Bernard VIDAL, Claude BIBAL, Serge ALLIE, Ghislaine SABORIT, Hélène FORNER, Nicole SEGUIER, Pascal MUSENGER, David BLANCHARD, Céline MULET, André GENNA, Sabrina VICENS, Laurent GIBERT, Julie JEANJEAN (quinze présents).

Absent(s) : Philippe FERRAGNE, Thierry BONNAFE, Syndie MAURAN, Coralie MINARRO (quatre absents).

Approbation du projet d'Aire de Mise en Valeur de l'architecture et du Patrimoine

Monsieur le Maire cède la parole à Monsieur Claude BIBAL, maire adjoint à l'urbanisme et aux travaux. Il explique à l'assemblée la nécessité d'approuver le projet d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

La commune de Loupian forte de son héritage historique, architectural, urbain et paysager est dotée depuis 1996 d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) qui a été révisé en 2005. La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement (loi ENE dite « Grenelle II ») qui a institué les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) et son décret d'application n°2011-1903 du 19 décembre 2011, définissent le régime de substitution des ZPPAUP par les AVAP.

La commune de Loupian garante de la qualité de cet outil de protection et souhaitant le faire évoluer, a engagé la révision de la ZPPAUP et sa transformation en AVAP par délibération n°2510 du 16 novembre 2015.

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que les ZPPAUP et les AVAP soient automatiquement transformé en Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

L'AVAP deviendra au jour de sa création, de plein droit un SPR au sens de la législation désormais en vigueur.

Le règlement de l'AVAP continuera à s'appliquer jusqu'à ce que s'y substitue un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine lors d'une révision future.

Le dossier comprend un diagnostic, un rapport de présentation, un règlement et des planches graphiques dont le périmètre de l'AVAP.

Conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme, l'AVAP sera annexée au Plan Local d'Urbanisme.

- Vu** le Code Général des Collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement ;
- Vu** le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux AVAP ;
- Vu** le code du patrimoine, dans sa version antérieure à la loi LCAP ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** la circulaire du 2 mars 2012 relative à l'AVAP ;

Vu la délibération du 16 novembre 2015 de la commune de Loupian prescrivant la révision de la ZPPAUP et la transformation en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, constituant la commission locale et fixant les modalités de la concertation avec la population ;
Vu les réunions de la CLAVAP en date des 8 octobre 2018, 10 mai 2019 et 16 décembre 2019 ;
Vu la concertation conduite durant la durée de l'étude ;
Vu la délibération de la commune de Loupian n°2784 en date du 17 mai 2019 arrêtant le projet de révision de la ZPPAUP en AVAP de la commune de Loupian et tirant le bilan de concertation ;
Vu la saisine de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture et son avis favorable en date du 4 juin 2019 ;
Vu les avis favorables des personnes publiques associées ;
Vu l'enquête publique conjointe à la modification n°1 du PLU du 14 octobre 2019 au 14 novembre 2019 ;
Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 26 novembre 2019 ;
Vu l'avis favorable de la CLAVAP lors de sa réunion en date du 16 décembre 2019 approuvant les réponses faisant suite aux remarques du commissaire enquêteur ;
Vu l'envoi au Préfet de l'Hérault en date du 09 janvier 2020 ;
Vu l'accord du Préfet de l'Hérault en date du 11 février 2020 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Monsieur Claude BIBAL et, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

APPROUVE le projet d'Aire de Mise en Valeur de l'architecture et du Patrimoine de la commune de Loupian. Le document devient un Site Patrimonial Remarquable de plein droit, conformément aux dispositions de la loi LCAP du 7 juillet 2016.

L'AVAP (ci-joint) sera annexé au PLU en application de l'article L 151-43 du code de l'urbanisme ;

La présente délibération sera transmise au préfet et affichée pendant un mois en mairie conformément à l'article D642-1 du code du patrimoine. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département en application du même article;

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Monsieur le Maire,



Alain VIDAL

Affichée le : 27 FEV. 2020

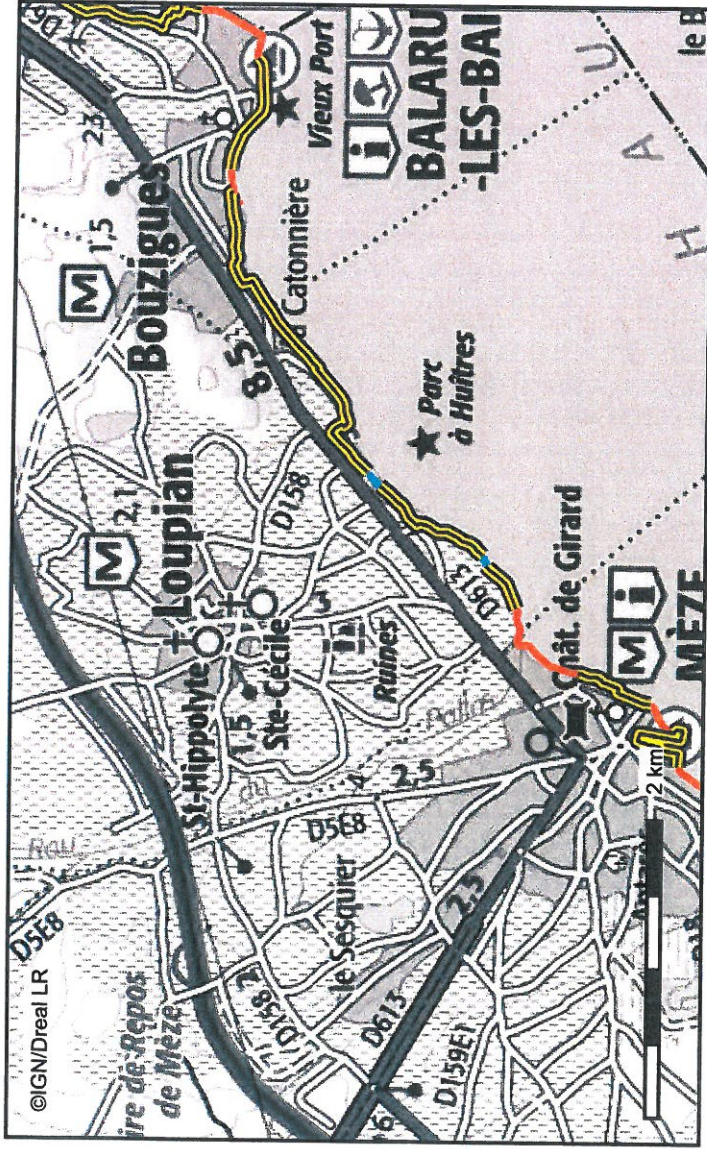
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**SERVITUDE DE PASSAGE SUR LE LITTORAL
LONGITUDINALE ET TRANSVERSALE**
SERVITUDES EL9

SENTIER LITTORAL



Conception : DREAL Lang.Rous.
Date d'impression : 15-10-2014



SENTIER LITTORAL

- Sentier ouvert sur les terrains du Conservatoire du Littoral
- Sentier ouvert sur autres terrains publics
- Sentier ouvert au titre de la servitude
- Tronçon assurant la continuité
- Linéaire de sentier à étudier ou accessible à court terme
- Linéaire du littoral inaccessible
- Cheminement sur les plages

Description :

Situation des différents tronçons du sentier littoral en Languedoc-Roussillon

Carte publiée par l'application CARTELIE
Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)

Servitude EL9

Servitude de passage des piétons sur le littoral



SERVITUDES DE TYPE EL9

SERVITUDES DE PASSAGE DES PIÉTONS SUR LE LITTORAL

Servitudes reportées dans la liste des servitudes d'utilité publique mentionnées aux articles

R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme :

I – Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A – Patrimoine naturel

b) Littoral maritime

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

La servitude de passage des piétons sur le littoral est destinée à assurer exclusivement le passage des piétons le long du littoral et à leur assurer un libre accès au littoral.

Outre un droit de passage au profit des piétons, elle interdit aux propriétaires des terrains grevés et à leurs ayants-droit d'apporter à l'état des lieux des modifications de nature à faire, même provisoirement, obstacle au libre passage des piétons, sauf autorisation préalable accordée par le préfet, pour une durée de six mois au maximum.

La servitude instaure en outre un droit pour l'administration compétente d'établir la signalisation nécessaire en vue de préciser l'emplacement de la servitude de passage et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons, sous réserve d'un préavis de quinze jours sauf cas d'urgence.

La servitude comprend :

1. Une servitude de passage longitudinale au rivage de la mer qui grève sur une bande de trois mètres de largeur les propriétés privées riveraines du domaine public maritime.

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, l'assiette de la servitude est, sur les propriétés privées situées pour tout ou partie dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques définie par l'article L. 5111-2 du code général de la propriété des personnes publiques – ou, à Mayotte, par l'article L. 5331-4 de ce code – calculée à partir de la limite haute du rivage.

L'autorité administrative peut décider de :

- modifier le tracé ou les caractéristiques de la servitude, afin :
 - d'assurer, compte tenu notamment de la présence d'obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer ;
 - d'assurer, compte tenu de l'évolution prévisible du rivage, la pérennité du sentier permettant le cheminement des piétons ;

- de tenir compte des chemins ou règles locales préexistants.

Le tracé modifié peut grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

- à titre exceptionnel, la suspendre.

Sauf dans le cas où l'institution de la servitude est le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, celle-ci ne peut grever les terrains situés à moins de quinze mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er janvier 1976, ni grever des terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs au 1er janvier 1976.

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, et sauf lorsque l'institution de la servitude est le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, la servitude ne peut grever les terrains situés à moins de dix mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er août 2010, ni grever des terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs au 1er août 2010. Ces dispositions ne sont toutefois applicables aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques, que si les terrains ont été acquis de l'État avant le 1er août 2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date.

2. Une servitude de passage transversale au rivage de la mer qui peut être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, à l'exception de ceux réservés à un usage professionnel, afin de relier la voirie publique au rivage de la mer ou aux sentiers d'accès immédiat à celui-ci, en l'absence de voie publique située à moins de cinq cent mètres et permettant l'accès au rivage.

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, la servitude transversale peut également être instituée, outre sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, sur les propriétés limitrophes du domaine public maritime par création d'un chemin situé à une distance d'au moins cinq cents mètres de toute voie publique d'accès transversale au rivage. L'emprise de cette servitude est de trois mètres de largeur maximum. Elle est distante d'au moins dix mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er août 2010. Cette distance n'est toutefois applicable aux terrains situés dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques, que si les terrains ont été acquis de l'Etat avant le 1er août 2010 ou en vertu d'une demande déposée avant cette date.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Loi n°76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme
- Décret n°77-753 du 7 juillet 1977 pris pour l'application de l'article 52 de la loi n°76-1285 du 31 décembre 1976 instituant une servitude de passage des piétons sur le littoral
- Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

- Décret n°90-481 du 12 juin 1990 modifiant le code de l'urbanisme et relatif aux servitudes de passage sur le littoral maritime
- Décret n° 2010-1291 du 28 octobre 2010 pris pour l'extension aux départements d'outre-mer des servitudes de passage des piétons sur le littoral

Textes en vigueur :

Articles L. 121-31 à L. 121-37 et R. 121-9 à R. 121-32 du code de l'urbanisme.

Ainsi que pour l'outre-mer : les articles L. 121-51 et R. 121-37 à R. 121-43 du même code.

1.3 - Procédures d'instauration, de modification et de suppression

1.3.1 - Servitude de passage longitudinale au rivage de la mer

L'instauration de la servitude s'applique directement sans qu'une mesure réglementaire ne soit nécessaire.

La modification du tracé et des caractéristiques de la servitude, ainsi que la suspension de la servitude, s'effectuent selon les modalités suivantes :

1. Constitution du dossier par le chef du service maritime puis transmission au Préfet pour soumission à enquête publique ;
2. Enquête publique du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;
3. Avis du ou des conseils municipaux intéressés ;
4. Approbation du tracé et des caractéristiques de la servitude par arrêté préfectoral, en l'absence d'opposition de la ou des communes intéressées, ou par décret en Conseil d'État, en cas d'opposition d'une ou plusieurs communes.
5. Mise en œuvre des modalités de publicité et d'information ;
6. Annexion de la servitude au plan local d'urbanisme ;
7. Publication à la Conservation des hypothèques.

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, lorsque la servitude longitudinale modifiée emprunte les voies existantes situées sur les domaines privés, limitrophes du domaine public maritime, de l'État, des collectivités territoriales ou des établissements publics qui permettent la circulation des piétons le long ou à proximité du rivage de la mer dans les zones classées comme naturelles ou forestières par les documents d'urbanisme ainsi que dans les espaces naturels de la zone des cinquante pas géométriques, la modification du tracé et de ses caractéristiques est prononcée par un arrêté préfectoral qui constate l'ouverture au public des cheminements existants au titre de la servitude de passage des piétons sur le littoral, par voie de convention passée avec la collectivité ou l'établissement public propriétaire ou gestionnaire de l'espace concerné.

1.3.2 - Servitude de passage transversale au rivage de la mer

L'instauration de la servitude s'effectue selon les modalités suivantes :

1. Constitution du dossier par le chef du service maritime puis transmission au Préfet pour soumission à enquête publique ;
2. Enquête publique du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
3. Avis du ou des conseils municipaux intéressés ;
4. Approbation du tracé et des caractéristiques de la servitude par arrêté préfectoral, en l'absence d'opposition de la ou des communes intéressées, ou par décret en Conseil d'État, en cas d'opposition d'une ou plusieurs communes ;
5. Mise en œuvre des modalités de publicité et d'information ;
6. Annexion de la servitude au plan local d'urbanisme ;
7. Publication à la Conservation des hypothèques.

1.4 - Logique d'établissement

1.4.1 - Les générateurs

La présence de propriétés privées riveraines du Domaine Public Maritime (DPM).

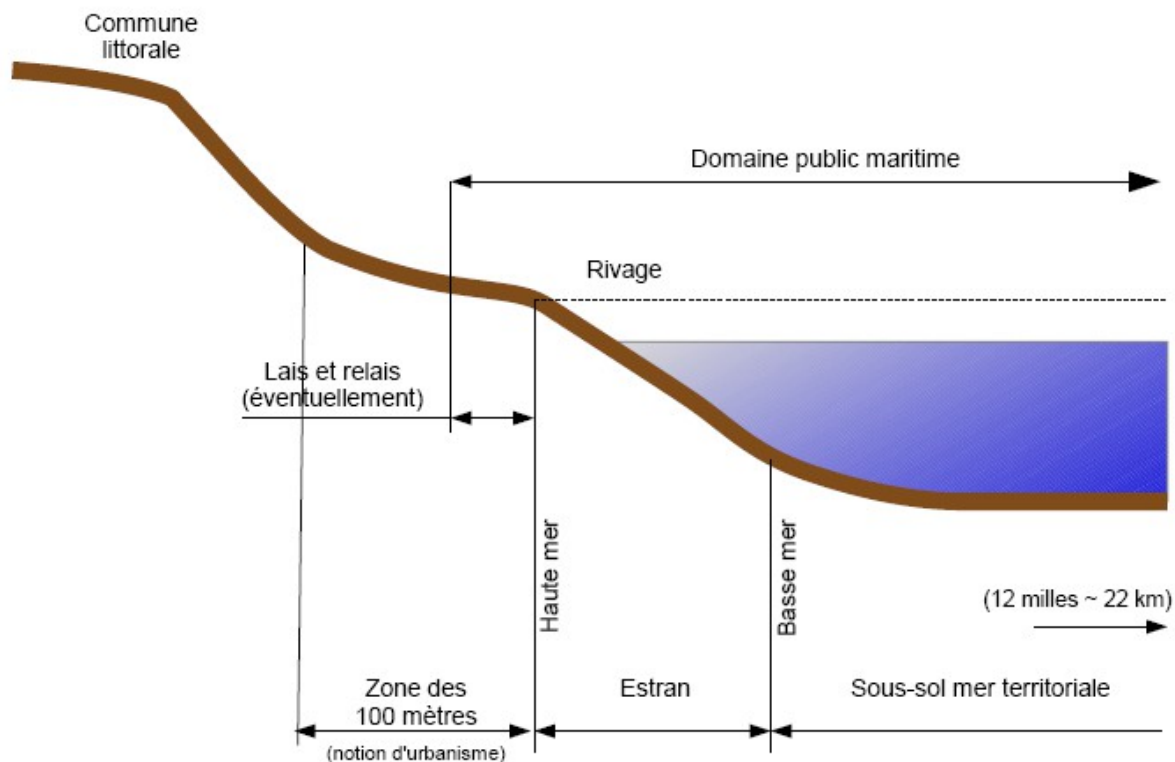
En cas de modification de la servitude, l'arrêté préfectoral ou le décret en Conseil d'État approuvant le tracé et les caractéristiques de la servitude

1.4.2 - Les assiettes

1. Servitude de passage longitudinale au rivage de la mer.

La servitude a pour assiette une bande de 3 mètres de largeur calculée à compter de la limite du domaine public maritime, à savoir selon les cas :

- la limite haute du rivage de la mer. Le rivage de la mer est constitué par tout ce qu'elle couvre et découvre jusqu'où les plus hautes mers peuvent s'étendre en l'absence de perturbations météorologiques exceptionnelles ;
- la limite, du côté de la terre, des lais et relais de la mer compris dans le domaine public maritime naturel. Ces derniers sont les lais et relais de la mer :
 - qui faisaient partie du domaine privé de l'État à la date du 1er décembre 1963, sous réserve des droits des tiers ;
 - qui ont été constitués à compter du 1er décembre 1963.
- la limite des terrains soustraits artificiellement à l'action du flot compris dans le domaine public maritime naturel, sous réserve des dispositions contraires d'actes de concession translatifs de propriété légalement pris et régulièrement exécutés ;



- la limite des terrains qui font partie du domaine public maritime artificiel. Le domaine public maritime artificiel est constitué :
- des ouvrages ou installations appartenant à l'État, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'aux établissements publics, qui sont destinés à assurer la sécurité et la facilité de la navigation maritime ;
- à l'intérieur des limites administratives des ports maritimes, des biens immobiliers, situés en aval de la limite transversale de la mer, appartenant à l'État, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'aux établissements publics, et concourant au fonctionnement d'ensemble des ports maritimes, y compris le sol et le sous-sol des plans d'eau lorsqu'ils sont individualisables.

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, l'assiette de la servitude de passage est, sur les propriétés privées situées pour tout ou partie dans la zone comprise entre la limite du rivage de la mer et la limite supérieure de la zone dite des cinquante pas géométriques définie par l'article L. 5111-2 du code général de la propriété des personnes publiques et, à Mayotte, par l'article L. 5331-4 de ce code, calculée à partir de la limite haute du rivage.

La limite haute du rivage s'entend de celle des plus hautes mers hors les marées cycloniques.

En l'absence d'acte administratif de délimitation du domaine public maritime, tout propriétaire riverain peut demander au préfet qu'il soit procédé à sa délimitation au droit de sa propriété. Il en est de même dans le cas où, depuis une délimitation antérieure, des phénomènes naturels non liés à des perturbations météorologiques exceptionnelles ont eu pour effet de modifier le niveau des plus hautes eaux. Cette délimitation ne s'impose pas comme préalable à la détermination du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral.

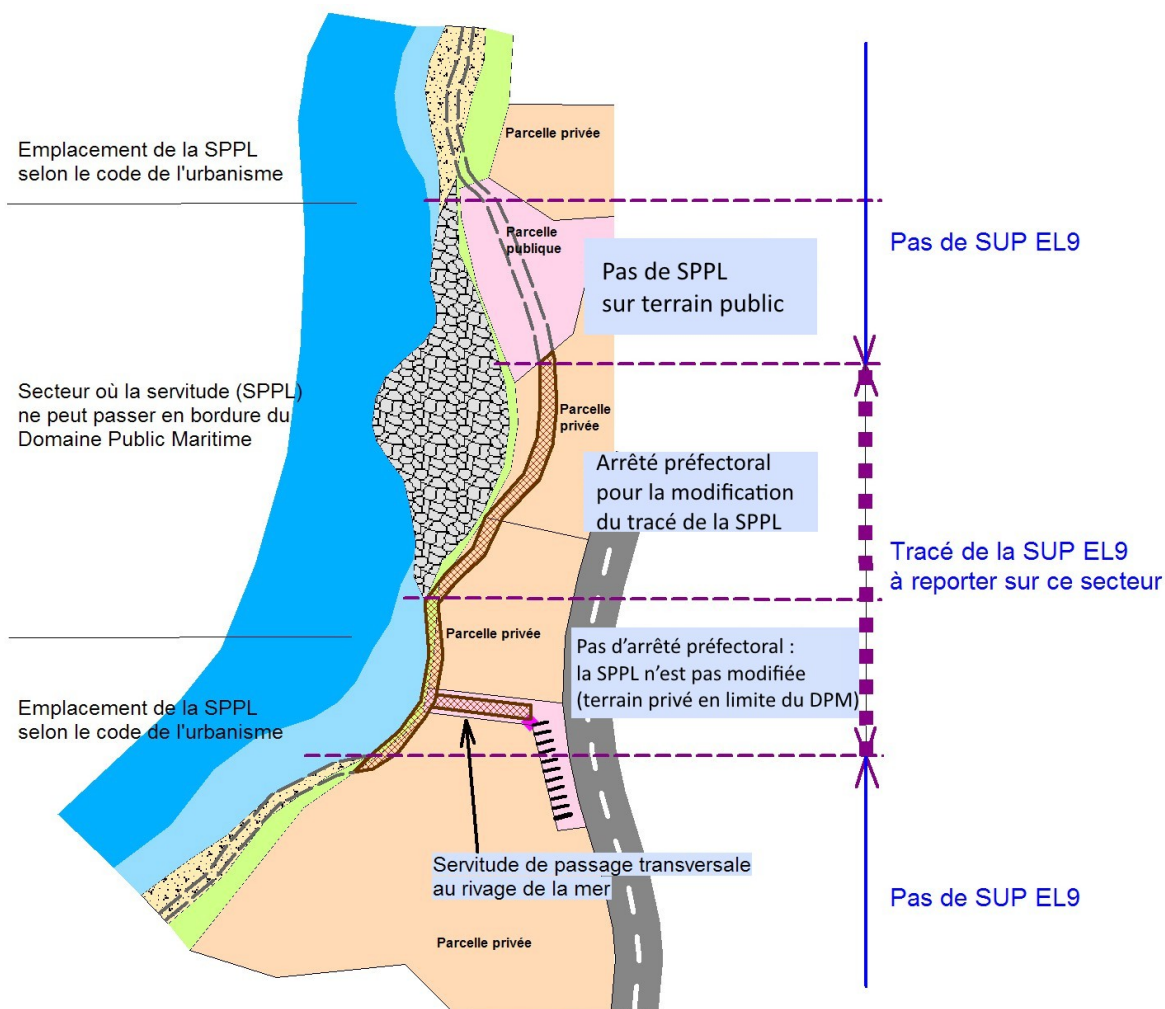
Si le tracé de la servitude est modifié, les terrains sur lesquels s'applique le transfert de servitude sont identifiés par un plan parcellaire avec l'indication du tracé à établir et la largeur du passage est joint à la décision instituant la servitude.

2. Servitude de passage transversale au rivage de la mer.

Les terrains sur lesquels s'applique la servitude sont identifiés par un plan parcellaire joint à la décision instituant la servitude.

La distance de 500m entre deux points d'accès au rivage se mesure en ligne droite entre le débouché sur le rivage de la mer de la voie ou chemin privé servant d'assiette à la servitude ou, le cas échéant, des sentiers d'accès immédiat qui les prolongent, et tout accès au rivage par une voie publique ou un chemin rural.

Schémas des différentes situations nécessitant ou non le tracé de la servitude EL9 :



1.5 - Identification des référents

1.5.1 - Gestion de la catégorie de SUP

Le gestionnaire de la SUP est le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable et de l'Énergie en lien avec les chefs de services Maritimes des DDTM.

1.5.2 - Référent métier

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

Bureau métier : DGALN/DEB/LM2 (Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Bureau du littoral et du domaine public maritime naturel)

Contact : Lm2.Lm.Deb.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr

1.6 - Restriction Défense

Aucune restriction Défense pour cette catégorie de servitude.

La SUP peut être diffusée, visible et téléchargeable dans la totalité de ces détails.

2 - Processus de numérisation

2.1 - Responsable de la numérisation

Les SUP de la catégorie EL9 sont numérisées par les DDTM.

De même, c'est la DDTM qui est responsable de la validation des données numérisées. À ce titre, les référents « sentier du littoral » des DDTM doivent vérifier la concordance de la donnée numérisée avec l'acte qui a institué la servitude.

2.2 - Processus de numérisation et de téléversement

1. Récupérer les données existantes.

Attention : aucune SUP ne peut être publiée dans le Géoportail de l'urbanisme, ou communiquée via le portail à connaissance, sans son acte générateur.

Quand il ne les a pas en sa possession, le responsable de la numérisation collecte les données (couches géographiques et actes).

Les actes sont publiés dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et sont disponibles dans les mairies concernées. Dans le cas des servitudes instituées par décrets en Conseil d'État, ceux-ci sont disponibles sur le site legifrance.gouv.fr.

Lorsque la SUP découle directement d'un texte législatif, sans intervention de l'autorité préfectorale, l'acte à joindre est celui proposé en annexe de cette fiche. Il est à joindre à chacune des SUP de cette catégorie, afin d'assurer la meilleure information du citoyen.

2. Compléter les données.

S'il ne les a pas en sa possession, le responsable de la numérisation collecte les actes instituant la SUP auprès de la DDT(M) et numérise les actes non encore dématérialisés.

3. Produire la SUP au format numérique.

Lorsque c'est possible, le responsable de la numérisation convertit les données au Standard CNIG à l'aide du géoconvertisseur mis à disposition par le CEREMA.

Si les données collectées sont incomplètes ou n'ont pas pu être converties au format CNIG, le responsable de la numérisation numérise la SUP et l'acte générateur en respectant le Standard CNIG (cf. § Bases méthodologiques de numérisation)

4. Vérifier la numérisation de la SUP

Attention : Aucune SUP ne pourra être téléversée dans GéoIDE ou publiée sur le Géoportail de l'urbanisme avant la vérification et la validation de la cohérence de la donnée numérisée par rapport à la base légale.

Le responsable de la numérisation transmet la SUP numérisée au responsable de la validation qui la prévisualise et la valide.

Le responsable de la validation engage sa responsabilité. Il doit s'assurer de la présence de l'acte générateur et de la conformité de la représentation graphique aux règles de représentation graphique détaillées dans cette fiche méthodologique.

5. Réaliser la fiche de métadonnées en respectant les consignes de saisie des métadonnées établies par le standard CNIG

6. Tester la conformité de la numérisation au standard CNIG

Le responsable de la numérisation effectue un contrôle de conformité via le validateur du Géoportail de l'urbanisme.

7. Téléverser la SUP dans le SI

Le responsable de la numérisation téléverse la SUP dans Geo-IDE, Prodige ou Carmen2.

8. Publier la SUP dans le GPU

Le responsable de la numérisation publie la SUP sur le Géoportail de l'urbanisme et avertit le responsable de la validation que la SUP est publiée sur le GPU.

2.3 - Fréquence de la numérisation

Chaque SUP nouvellement créée doit être numérisée dans les meilleurs délais et dans tous les cas dans un délai maximum d'un an après la publication de l'acte l'instituant.

3 - Bases méthodologiques de numérisation

3.1 - Ressources documentaires

Les ressources concernant la numérisation suivant le Standard CNIG SUP sont disponibles sur la [page du CNIG dédiée à la dématérialisation des SUP et documents d'urbanisme](#).

3.2 - Définition géométrique

L'objectif de la numérisation n'est pas de dessiner le sentier du littoral (dans sa continuité, ses tronçons de contournement ou d'évitement). Pour cela, on peut se reporter à [GeoLittoral](http://www.geoportail.fr), initiative du Ministère de l'Ecologie qui a permis de fédérer pour différents acteurs publics un ensemble d'informations géographiques consultables et téléchargeables comme les données d'occupation du sol historiques IPLI, le sentier du littoral, l'orthophoto du littoral, le trait de côte, etc.

Nb :

- On peut se reporter au géostandard COVADIS "sentier du littoral" <http://www.geoportail.fr/standard-de-donnees-covadis-sentier-du-littoral-v1-a2736.html>.
- Les lots de données conformes à ce standard pourront être utilisés, au moins pour partie, pour l'identification et l'exploitation du sentier du littoral.

L'objectif de la numérisation est de saisir ou d'importer les tronçons permettant de repérer les parcelles privées, pour lesquelles les propriétaires doivent laisser un passage pour les piétons au titre de la servitude EL9.

La difficulté de suivre stricto sensu les définitions juridiques sont de plusieurs ordres :

- pas de limite du DPM (domaine public maritime) clairement établie au sein d'un SIG institutionnel (IGN, SHOM)
- pas de limite de salure des eaux pour les estuaires entre DPM (domaine public maritime) et DPF (domaine public fluvial) clairement établie au sein d'un SIG institutionnel (IGN, SHOM)

3.3 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels :

La composante topographique ou parcellaire du référentiel à grande échelle (BD Ortho®, BD Parcellaire® ©IGN, Plan cadastral informatisé).

Précision :

Échelle de saisie : celle du cadastre et de la Bd Ortho®

Métrique

3.4 - Méthodologie de numérisation

La SUP doit être numérisée conformément au standard CNIG

3.4.1 - Numérisation du générateur

Nombre et types de générateurs possibles pour cette catégorie de SUP

1 type de primitive graphique est permis pour les générateurs de la SUP EL9 :

Polyligne représentant le tracé du sentier du littoral permettant de repérer les parcelles privées, pour lesquelles les propriétaires doivent laisser un passage pour les piétons au titre de la servitude EL9.

Mode opératoire :

1. Dessiner le générateur

- Option 1 : Saisir la réalité du terrain par rapport à la BD Ortho ou l'orthophotographie du littoral comme sur GeoLittoral en ne reprenant que les tronçons SPPL.



- Option 2 : Saisir la limite du domaine public par rapport au cadastre.

2. Compléter / Valider la connaissance GeoLittoral

Sur les statuts des tronçons par rapport à une connaissance locale et notamment les arrêtés de modification ou de suspension. Dans ce cas saisir par rapport aux actes juridiques et notamment les plans annexes disponibles.



Numérisation :

Indiquer dans le champ OBSERVATION la méthode de saisie

3.4.2 - Numérisation de l'assiette

Nombre et types d'assiettes possibles pour cette catégorie de SUP

L'assiette est constituée par une bande tampon (primitive graphique polygone) de 3 mètres de largeur (1,5 m de part et d'autre des générateurs polygones).

3.4.3 - Particularités de numérisation des actes

Aucune particularité pour la catégorie EL9 : les actes suspendant ou modifiant les servitudes sont numérisés dans leur intégralité dans la mesure du possible.

3.4.4 - Création de la fiche de métadonnées

Se reporter aux « Consignes de saisie des métadonnées INSPIRE pour les servitudes d'utilité publique » disponibles sur la page du CNIG dédiée à la dématérialisation des SUP et documents d'urbanisme.

3.5 - Symbolisation

Se reporter au Standard CNIG SUP

4 - Système d'information

Pour aider la saisie des générateurs il peut être pertinent de récupérer les données de GeoLittoral : télécharger en WFS de <http://geolittoral.application.equipement.gouv.fr/wfs/metropole>, puis filtrer la couche obtenue sur les statuts de tronçons soumis à servitude.

La SUP sera accessible et téléchargeable dans son intégralité dans les SI suivants :

GeoIDE

Géoportail de l'urbanisme

5 - Informations du référent métier

Une collaboration peut être souhaitable avec le service Maritime de la DDT(M) concerné pour la recherche des arrêtés apportant des dérogations ou pour des précisions sur le DPM.

Par ailleurs, du fait de sa représentation à l'échelle cadastrale, il faut attirer l'attention sur la portée uniquement indicative de la SPPL dans le géoportail de l'urbanisme en absence d'un arrêté préfectoral délimitant le DPM.

**Ministère du Logement,
de l'Égalité des territoires
et de la Ruralité**

Secrétariat général

Tour Pascal A
92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 21 22
www.territoires.gouv.fr



**SERVITUDES RELATIVES AU PASSAGE
DE CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ**
SERVITUDES I3

FICHE DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Commune : LOUPIAN

Département : 34

Cette commune est traversée par l'ouvrage de transport de gaz naturel haute pression :

- MONTPELLIER - BEZIERS Ø 200 mm

SERVITUDES

Est associée à l'ouvrage, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) de 8 mètres de largeur totale (6 mètres à droite et 2 mètres à gauche de l'axe de la canalisation en allant de MONTPELLIER à BEZIERS).

Dans cette bande de servitude, seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur, ainsi que la plantation d'arbres de moins de 2,7 m de haut dont les racines descendent à moins de 0,6 m de profondeur, sont autorisés.

Les modifications de profil du terrain ainsi que la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude sont interdites.

Cet ouvrage a été déclaré d'utilité publique.

Selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967, rappelé dans la Circulaire du 04/08/2006 relative au Porter à Connaissance: "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Des conventions de servitudes amiables ont été signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT.**

ENTREPRENEURS ou PARTICULIERS
qui envisagez de travailler dans le sous sol

VOTRE SECURITE

nécessite une connaissance précise
de l'implantation des conduites
de gaz naturel HAUTE PRESSION

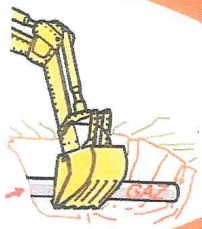
Pour la connaître adressez-nous
votre projet sur le formulaire réglementaire
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DR)
CERAM 99-0185

la REGION RHONE-MEDITERRANEE
procèdera gratuitement au balisage de la conduite

La position et la profondeur des ouvrages
doivent être précisées par **SONDAGES**

Pour les travaux projetés sur une autre commune consultez
la **MAIRIE** du lieu où ils sont envisagés ou

internet : www.protys.fr



échelle - Ech 1/25 000

Mise à jour : 11/02/09 CP

Intervention à proximité des ouvrages de transport
de GAZ NATUREL doit donner lieu à une
D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX


internet : www.protys.fr

GRTgaz




SETE



Légende réseaux transport gaz (Soumis au décret N° 011-1241):

- En service
- Hors service
-  En construction

Légende bandes d'effets(Consultation pour tout projet d'urbanisme)

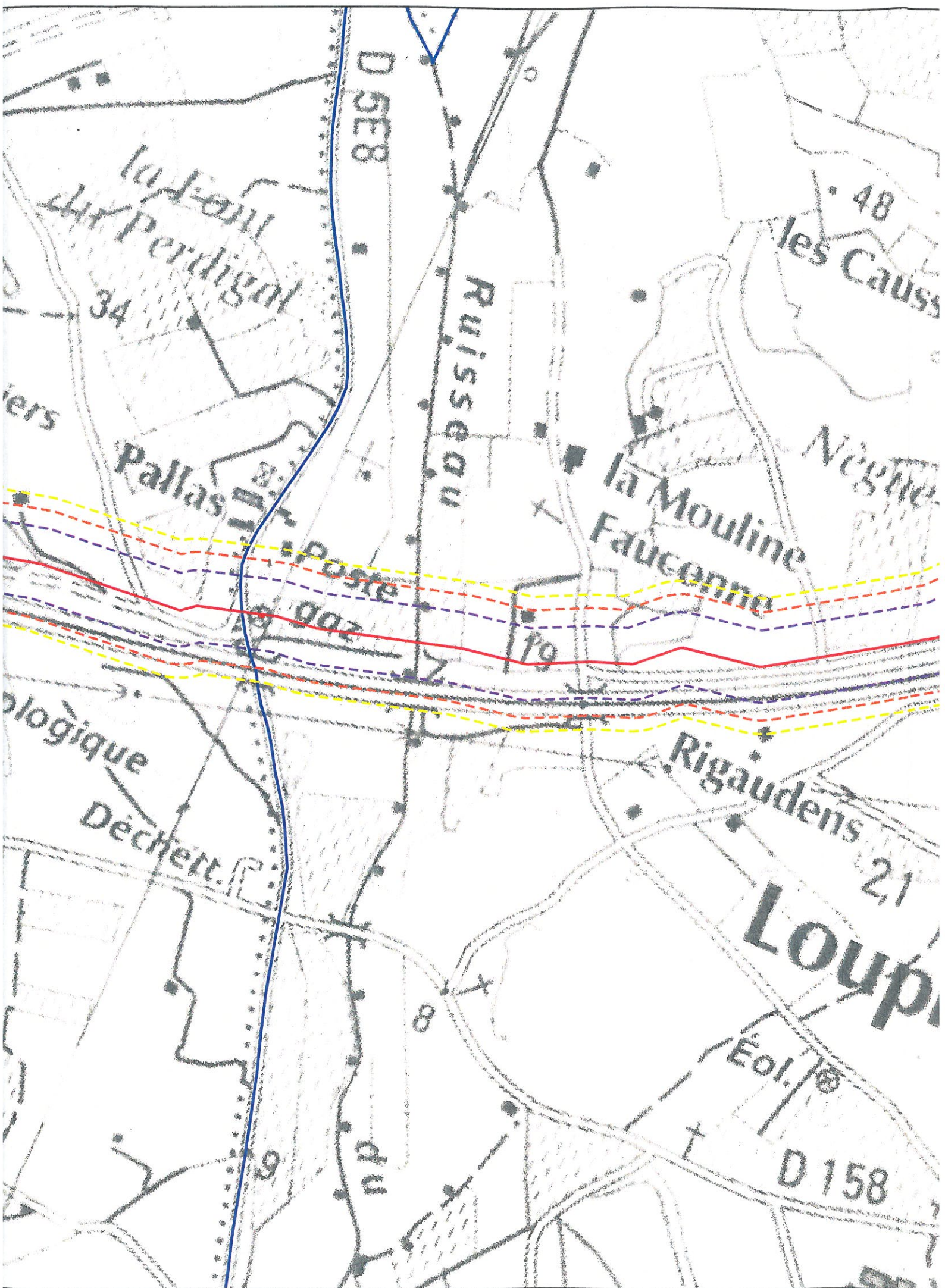
-  Limite zone de dangers très grave (ELS)
-  Limite zone de dangers graves (PEL)
-  Limite zone de dangers significatifs (IRE)

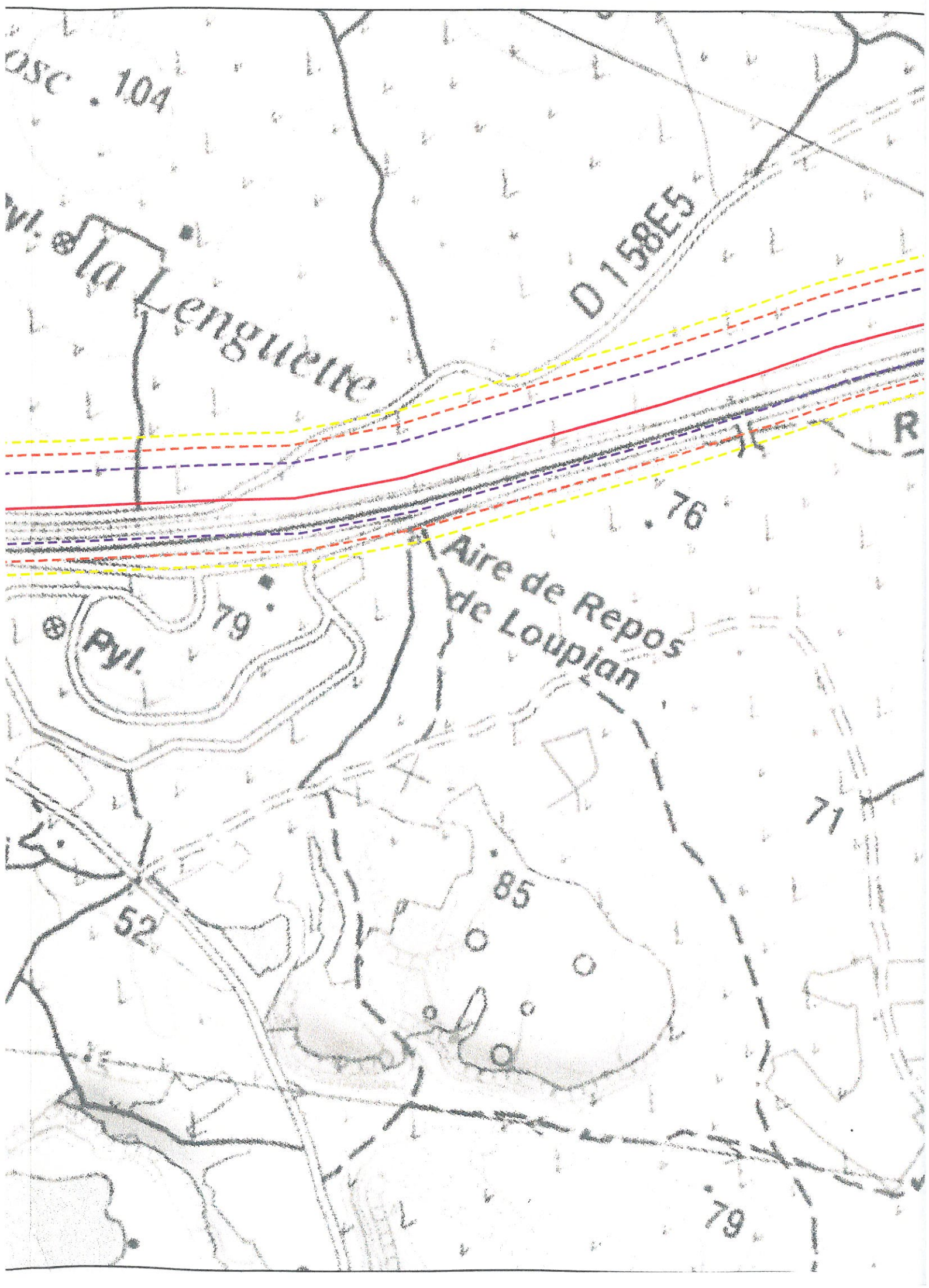
Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de GRTgaz ni de s'affranchir des dispositions prévues au code de l'environnement articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38.

Pour en savoir plus sur les dispositions anti-endommagement: www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

0 25 50 Mètres







osc . 104

vi. la Lenguelle

D 158 E 5

76

Aire de Repos
de Loupian

Pyl.

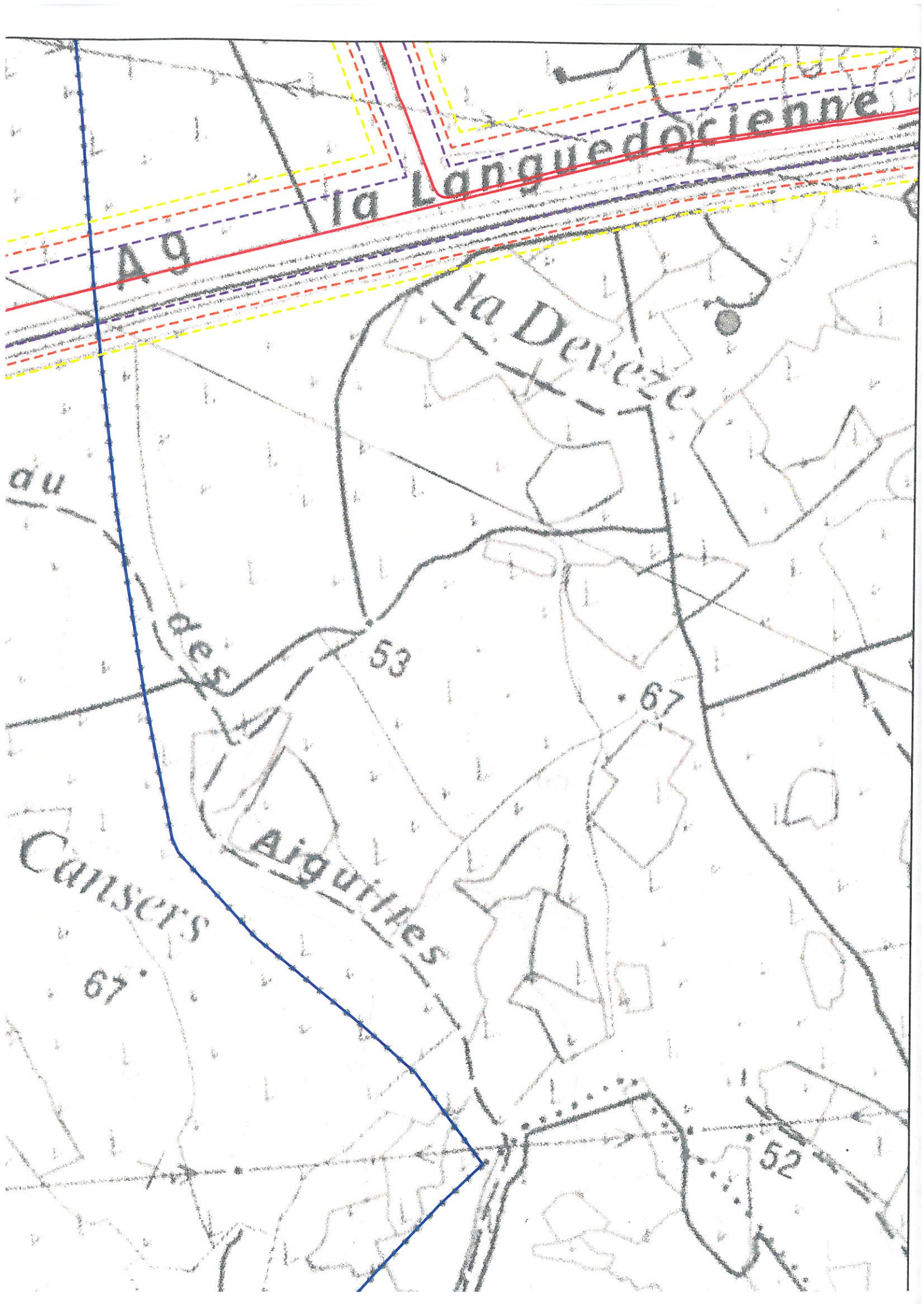
79

85

52

71

79



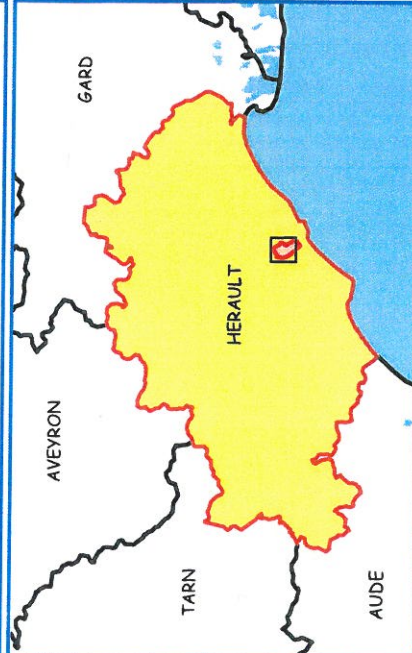
**SERVITUDES RELATIVES AU PASSAGE
DE CANALISATIONS ÉLECTRIQUES**

SERVITUDES I4



OUVRAGES ELECTRIQUES TRAVERSANT LA COMMUNE DE :

LOUPIAN



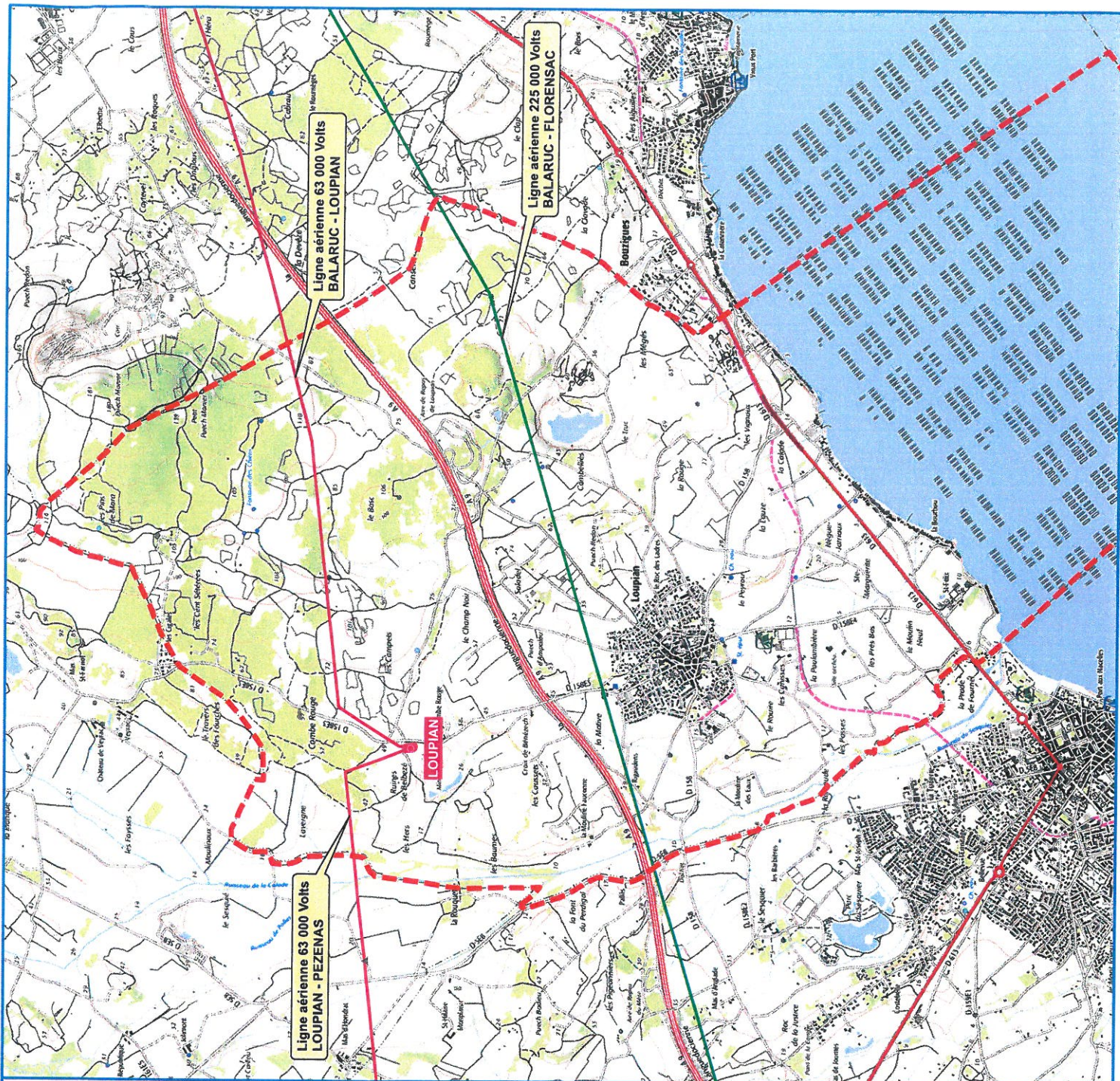
Le code couleur des symboles et des annotations
indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage



LIGNES

En exploitation	Nombre de circuits	Lignes aériennes	Câbles souterrains
	1 circuit	—	—
	2 circuits prévus, 1 circuit installé	— • • • • • —	— • • • • • —
	2 circuits	— • • • • • —	— • • • • • —
	3 circuits et plus	— • • • • • —	— • • • • • —

La couleur de la ligne porte la tension maximale de l'ouvrage,
les barbuilles, les tensions inférieures ou égales



**SERVITUDES RELATIVES AU PLAN DE PRÉVENTION DES
RISQUES NATURELS D'INONDATION**

SERVITUDES PM1

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer de l'Hérault
DDTM 34

Service Eau et Risques

Unité Prévention des Risques
Naturels et Technologiques

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

ARRÊTÉ n° 2012-01-183
en date du 25 JAN. 2012
portant approbation du Plan de Prévention des Risques
d'Inondation (PPRI)
de la commune de Loupian

Officier

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 562-1 à L.562-9 et R 562-1 à R 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-01-1926 du 12 septembre 2007 prescrivant l'établissement du plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire de la commune,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-03-00561 du 10 mars 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques d'inondation de la commune,

VU l'avis favorable de la commission d'enquête en date du 02 juillet 2011,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune en date du 23 février 2011,

VU l'avis réputé favorable du Conseil Général de l'Hérault,

VU l'avis réputé favorable du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon,

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture de l'Hérault en date du 09 mars 2011,

VU l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

VU le rapport de la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault tirant le bilan de la concertation,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Commune de Loupian.

ARTICLE 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un règlement,
- des documents graphiques,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Loupian,
- de la Préfecture du département de l'Hérault,
- de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault à Montpellier,

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la Commune de Loupian,
- Monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Loupian pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, le maire de Loupian sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

Montpellier, le 25 JAN. 2012

Le Préfet.

Claude BALAND

Horaires d'ouverture : 9h00-11h30 / 14h00-16h00
Tél. : 04 34 46 62 13 – fax : 04 34 46 62 34
adresse postale : 520, allée Henri II de Montmorency – CS 60 556 – 34 960 Montpellier
cedex 02